

BELLE EUROPE :
L'ESTONIE

Laurent Husser

L'IMPOSTURE
ÉOLIENNES

Fabien Bouglé

L'AMÉRIQUE
EMPIRE

Nikola Mirkovic

MAI 2023 / NUMÉRO 10



VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*



UNION EUROPÉENNE :
**DE L'ÉCOLOGIE PUNITIVE
À LA DÉCROISSANCE**





**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID
VOUS DÉFENDENT AU
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA**•THIERRY **MARIANI**•DOMINIQUE **BILDE**•VIRGINIE **JORON**•JEAN-PAUL **GARRAUD**
CATHERINE **GRISSET**•GILLES **LEBRETON**•JEAN-FRANÇOIS **JALKH**•AURÉLIA **BEIGNEUX**•PHILIPPE **OLIVIER**
ANNIKA **BRUNA**•FRANCE **JAMET**•ANDRÉ **ROUGÉ**•MATHILDE **ANDROUËT**•JEAN-LIN **LACAPELLE**
MARIE **DAUCHY**•ÉRIC **MINARDI**•PATRICIA **CHAGNON**

ÉDITOS..... 4 À 5

Jean-Paul Garraud, Président
de la Délégation française du Groupe ID

Jordan Bardella, Vice-Président du Groupe
Identité et Démocratie

ACTUALITÉS..... 6 À 7

Emmanuel Macron, l'europhéen
Faut-il avoir peur de Chat GPT ?
CPAC : L'union contre l'offensive wokiste



ACTUALITÉS EUROPÉENNES..... 8 À 9

Contre le pacte des migrations,
l'union fait la force

SUR LE TERRAIN..... 10 À 11



Les dîners-débats
Les visites de groupes au Parlement
Les conférences de la Délégation

DOSSIER THÉMATIQUE..... 12 À 19



UNION EUROPÉENNE :
DE L'ÉCOLOGIE PUNITIVE
À LA DÉCROISSANCE

Entretien avec **Fabien Bouglé**,
expert en politique énergétique, auteur

BELLE EUROPE..... 20 À 23

À la découverte
de l'**Estonie**
et de **Tallinn**



Itinéraire présenté par **Laurent Husser**

TRIBUNE..... 24



LE LOCALISME ET LE PATRIOTISME
ÉCONOMIQUE : CONDITIONS
DE LA SURVIE DE NOS INDUSTRIES
ET PRODUCTIONS AGRICOLES

Éric Minardi
Député européen

ENTRETIEN..... 25



L'AMÉRIQUE
EMPIRE

Nikola Mirkovic
Auteur de *L'Amérique empire*

LU POUR VOUS..... 26

CONFESSIONS D'UN HÉTÉROSEXUEL
LÉGÈREMENT DÉPASSÉ

de **Frédéric Begbeider**

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Directeurs de la publication : Philippe Olivier & Mylène Troszczynski

Pour joindre la rédaction : Groupe ID - Parlement européen
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG
contact@id-france.eu

Imprimeur : Agence Unanime

Crédits photos : Adobe Stock, Wikipédia & SIPA Presse

Couverture : Adobe stock

Photo 4^e de couverture : Adobe Stock

Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID



Halte à l'écologie punitive européenne !

Depuis plusieurs années, la défense de l'environnement et de notre planète est devenue une priorité. Que cela soit au niveau local, national ou européen, différentes mesures sont édictées afin de lutter contre l'émission des gaz à effet de serre. Si l'intention est louable, les moyens pour y parvenir le sont beaucoup moins.

Au bal des hypocrites, l'Union européenne est reine. Elle interdit la vente des voitures à moteurs thermiques pour promouvoir des véhicules électriques dont les batteries polluantes sont produites et importées depuis l'autre bout du monde.

Elle impose la rénovation énergétique des bâtiments en Europe mais elle adopte dans le même temps un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et pousse celui avec la zone MERCOSUR, des aberrations écologiques.

Elle sacrifie le nucléaire alors que c'est une énergie décarbonée, peu chère, qui assurerait à la France une indépendance énergétique totalement délaissée sous les présidences Hollande et Macron.

Pour Bruxelles, peu importe d'imposer aux citoyens européens encore plus de mesures coercitives, insoutenables financièrement.

À la fin, ce sont toujours les mêmes qui trinquent, les classes moyennes et populaires

qui sont les victimes des dogmes écologistes! L'Europe réalise des efforts considérables en matière écologique alors que la Chine, l'Inde et les États-Unis sont les premiers pollueurs de la planète. Mais ces efforts que nous réalisons n'auront aucune influence sur la crise climatique tant que les autres puissances et les pays dits émergents n'en feront pas de même.

Cette nouvelle édition de « Vu d'Europe » porte sur la question centrale de l'écologie punitive, cette politique qui, sous prétexte de préservation de l'environnement, va générer de nouvelles contraintes et injustices pour nos peuples.

Nous reviendrons également dans ce numéro sur cet autre sujet essentiel, celui du **Pacte des migrations** contre lequel nous luttons sans merci avec nos alliés mais aussi sur le sujet de l'intelligence artificielle et de **ChatGPT**, dont les conséquences sont immenses et l'actualité, criante.

Enfin, nous partirons à la découverte de l'**Es-tonie**, pays passionnant tant pour sa culture que pour les enjeux politiques qu'il porte.

Jordan Bardella

Député européen

Vice-Président du Groupe Identité et Démocratie

2023 : une année migratoire qui s'annonce record

2022, déjà, était une année sans précédent depuis la grande crise migratoire de 2015. 330 000 clandestins avaient franchi illégalement les frontières européennes d'après les chiffres officiels de l'agence Frontex, soit une augmentation de 64 % en une seule année. Les premiers mois de 2023 laissent présager une nouvelle année record. À la seule frontière franco-italienne, les entrées clandestines ont été multipliées par quatre par rapport à la même période de l'année dernière, de l'aveu même de la Préfecture des Alpes-Maritimes.



Je me suis rendu début mai au centre de rétention administrative de Nice ainsi qu'au poste-frontière de Menton, pour constater sur le terrain cette pression migratoire croissante et échanger avec les forces de l'ordre chargées, en nombre dérisoire, de protéger nos frontières nationales. **Ce qui s'y passe est symbolique de l'impuissance du gouvernement français et de son indifférence à la submersion que subissent nos compatriotes** avec de graves conséquences, notamment en termes de sécurité : les chiffres de cette immigration qui entre illégalement, chez nous, aujourd'hui, seront les chiffres de la délinquance de demain.

À cette inaction coupable, Gérard Darmanin a cru bon d'ajouter, en tenant des propos irresponsables mettant en cause le gouvernement italien, une crise entre la France et l'Italie. **Par le maintien contre tout bon sens d'une politique généreuse et permissive, par son laxisme, par l'accueil de l'Ocean Viking et le débarquement sur le sol français des clandestins qu'il transportait, Gérard Darmanin a créé un appel d'air considérable pour l'immigration vers l'Europe.** Il est disqualifié pour donner la moindre leçon de fermeté à nos voisins italiens, qui payent les conséquences de sa politique. Depuis 2017, Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont ainsi fait qu'isoler la France en Europe, multipliant les incidents diplomatiques avec nos voisins européens, notamment sur cette question.

L'Union européenne, plutôt que de mettre en place au forceps son « Pacte sur la migration » qui imposera aux États membres l'accueil et la relocalisation de migrants, devrait tout mettre en œuvre pour venir en aide aux pays confrontés à la menace et pour assécher d'urgence les flux. Seule la fermeté permettra de réduire le nombre de migrants et de sauver des vies tragiquement brisées en Méditerranée ou dans la Manche.

Tous les seuils de saturation sont dépassés depuis longtemps. Frontex doit cesser d'être une hôtesse d'accueil pour migrants, notre pays d'être un guichet social. **Il est grand temps d'envoyer aux millions de candidats à l'immigration clandestine le seul message qui doit prévaloir pour protéger nos Nations et nos peuples : « ne venez pas, vous n'obtiendrez rien, la France et l'Europe affichent complet! ».**

EMMANUEL MACRON L'EUROPÉEN LA SOUVERAINETÉ POUR BRUXELLES, MAIS PAS POUR LES NATIONS !

Comme il nous y a habitués régulièrement notamment lorsque la situation française est difficile, Emmanuel Macron est à nouveau intervenu sur l'Europe. Ce fut le 11 avril à La Haye dans un discours sans relief, ni vision haute pour la France.

Dans une intervention dont on ne retiendra que l'interruption par des militants dénonçant le « Président de la violence » et l'absence de démocratie en France, Emmanuel Macron est revenu sur sa vision européenne. Sans surprise, il a développé les axes de ce qu'il appelle « la souveraineté européenne », une souveraineté qui suppose la déconstruction des souverainetés nationales.

De manière symbolique, il avait choisi de s'exprimer à La Haye aux Pays-Bas où, il y a 75 ans, étaient posées les bases de l'Europe fédérale aboutissant à la création du Conseil de l'Europe le 5 mai 1949.

Dans son intervention assez convenue, il a égrainé les piliers qui construiront la « souveraineté européenne », une notion improbable, un oxymore qu'il essaie, dans une indifférence quasi générale, de promouvoir.

L'UE a échoué, il faudrait donc davantage d'UE

Dans l'esprit du président français, il s'agissait de définir les voies d'une Europe ressourcée et donc indépendante. Pour cela, Emmanuel Macron nous invite avec un entêtement dont il est coutumier à amplifier l'UE, c'est-à-dire à accélérer un modèle qui a échoué. Pour lui et malgré l'évidence des échecs de l'UE, cette indépendance européenne s'obtiendra par davantage d'intégration, c'est-à-dire davantage d'UE.

L'actuelle construction européenne qui n'a pas été capable de tenir ses promesses de paix, de prospérité et de progrès

devrait, selon lui, aggraver son modèle impérial qui prévoit l'effacement des Nations du continent, la réinitialisation de leur histoire et la dilution des peuples qui les composent.

Un président pris dans ses propres contradictions

En matière industrielle, il propose l'émergence de champions européens quand il a lui-même organisé le pillage des fleurons industriels français par les États-Unis; sans craindre le ridicule compte tenu du désastre énergétique de l'UE, celui qui a organisé l'affaissement de notre filière nucléaire appelle de ses vœux un marché commun de l'électricité; comble du paradoxe, il ambitionne de soutenir des mesures protectionnistes pour faire face à l'IRA américain, juste avant d'afficher son soutien à des accords de libre-échange destructeurs pour nos entreprises. Enfin, en instrumentalisant le conflit ukrainien, le président - gardien de la souveraineté française préconise une « défense commune » qui dépossèdera la France de son armée, de son arme nucléaire et l'engagera dans des guerres qui ne sont pas les siennes.

Un projet à combattre sans relâche

Le président a conclu son propos en évoquant l'identité européenne et sa culture de la liberté dans un lyrisme surjoué qui ne suffit pas à masquer une réalité crue: notre identité et notre liberté sont plus que jamais mises à mal par l'immigration massive et incontrôlée. Une préoccupation majeure des Européens que le président n'a pas jugé utile d'aborder.



Javier Bernardo/Ab SIPA

La Haye : un Président qui se voit davantage en Président de l'Union européenne que de son pays.



Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, ici en Chine avec Emmanuel Macron

URSULA ET L'EMPIRE DU MILIEU

Ursula von der Leyen se faisait une joie d'accompagner le président français en Chine. Sans le dire, la responsable de la Commission européenne escomptait donner à sa fonction la dimension de chef d'État. C'était sans compter sur le réalisme de la Chine qui est une trop vieille et trop respectable Nation pour ignorer les convenances diplomatiques et se faire instrumentaliser dans des jeux politiques artificiels.

En matière de hiérarchie, Xi Jinping ne transige pas. Une fonctionnaire qui accompagne le président d'une Nation amie reste un fonctionnaire. Mme von der Leyen fut donc traitée avec courtoisie mais sans grande reconnaissance protocolaire. Après une leçon sur l'indépendance des Nations par le président chinois, elle a rejoint la file des touristes pour quitter le pays ...une sortie par la petite porte.

RÉVOLUTION NUMÉRIQUE FAUT-IL AVOIR PEUR DE CHAT GPT ?

Nous vivons aujourd'hui une révolution industrielle, et plus exactement technologique, majeure qui prend la suite des autres grands bouleversements engendrés par l'imprimerie, l'écriture et plus récemment Internet. Ce qui peut nous apparaître terrifiant avec l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) et Chat GPT en particulier, c'est que jusqu'à maintenant jamais une invention humaine n'avait dépassé les capacités cognitives de l'Homme. Chat GPT a passé haut la main l'épreuve du barreau américain pour devenir avocat, Chat GPT met quelques minutes voire secondes pour faire ce qu'un humain mettra des heures ou des jours entiers à réaliser ! De ce point de vue, Hal, l'ordinateur parlant et (très) intelligent du film *2001, Odyssée de l'espace*, ne ressort plus tout à fait de la science-fiction.

UNE INTELLIGENCE SURHUMAINE

Or, l'intelligence humaine dans une entreprise a un coût ; il faut la payer, elle fait des pauses, elle peut même faire grève ! L'IA est gratuite et ne s'arrête jamais dans son expansion : elle est d'ores et déjà au cadre supérieur du troisième millénaire ce que la robotique fut pour l'ouvrier du XX^e siècle. On parle quand même de 300 millions d'emplois menacés par Chat GPT 4 !

RELEVONS LE DÉFI DE L'IA

Pour autant devons-nous en avoir peur ? Devons-nous simplement interdire son utilisation ?

Nous pensons qu'il est préférable de réfléchir dès maintenant à la façon d'adapter l'entreprise, d'adapter l'école, d'adapter notre société même à ce fait technologique nouveau. On sait que les technocrates bruxellois ont tendance à vouloir tout réguler, à défaut de créer : pour résumer, quand les États-Unis créent une technologie, les Chinois la plagient et les Européens font des règlements pour limiter son utilisation. Nous disons quant à nous : arrêtons de maltraiter nos chercheurs, nos savants, pour qu'ils puissent eux aussi relever les défis technologiques. L'Europe doit reprendre la main et ne pas se laisser dépasser.

Les députés du Groupe ID participeront dans les semaines qui viennent à un colloque pour répondre à ces défis certes éminemment technologiques mais aussi humains.



CPAC DE BUDAPEST L'UNION CONTRE L'OFFENSIVE WOKISTE

La nouvelle édition de la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC) s'est tenue, il y a quelques jours à Budapest en Hongrie. Jordan Bardella, accompagné d'une délégation de députés du RN, était présent pour ce rendez-vous qui réunit les forces et personnalités politiques attachées à la souveraineté et à l'identité des Nations.

Jordan Bardella, vice-président du Groupe Identité et Démocratie, est intervenu en séance plénière pour dénoncer notamment l'offensive wokiste dont est victime le monde occidental et l'Europe en particulier. Dans un discours très applaudi, il a appelé tous les patriotes à se réunir pour mener ce combat commun si essentiel contre cette offensive sectaire et destructrice. Jordan Bardella a rappelé que c'est en Hongrie, grâce au gouvernement du Premier ministre, Viktor Orbán, que souffle un vent de liberté et de révolte. Le réveil des peuples, en cours en Europe et dans le Monde, nécessite cette coopération internationale.

Face aux dangers de dépossession et à l'ère du soupçon généralisé que représentent le wokisme et la cancel culture, plus que jamais nous devons nous appuyer sur notre histoire respectives, sur nos héros nationaux.

Les idéologues wokistes ont l'ambition de nous déposséder du pouvoir d'être nous-mêmes, du pouvoir que nous avons de transmettre notre culture, nos valeurs.

En résistant aux injonctions de Bruxelles, en défendant l'identité de son pays, Viktor Orbán montre à l'Europe la voie du courage et de la liberté.



IMMIGRATION ILLÉGALE

L'ADOPTION DU PACTE DES MIGRATIONS EST LANCÉE

LE GROUPE ID RÉAGIT IMMÉDIATEMENT

Lors de la session d'avril du Parlement européen, une résolution parmi les plus importantes du mandat a été adoptée presque dans l'indifférence de la presse. Cette délibération vise à lancer l'adoption du « Pacte pour les migrations », ce pacte qui, dans la foulée du Pacte de Marrakech de 2018 qui en avait posé les principes, en organise les modalités. L'UE souhaite entériner ce pacte suicidaire pour l'Europe avant la fin de la mandature.

Usant d'une procédure originale mais tout à fait légale, les groupes ID, ECR et un représentant hongrois du Fidesz ont fait entendre leur opposition unie au Pacte pour les migrations. La présidente du Parlement qui, de manière totalement antidémocratique, avait prévu un vote sans débat n'hésita pas à marquer son agacement en coupant le micro à Jean-Paul Garraud.

Contrairement à ce qu'avait demandé le Groupe ID, la procédure d'adoption d'un document aussi décisif pour l'avenir démographique de l'Europe ne se fera pas de manière transparente au sein du Parlement mais par une décision négociée de manière occulte dans le couloir de la Commission.

Devant ce qu'il faut bien appeler un déni de démocratie et une opacité organisée, les députés du Groupe ID ont immédiatement pris l'initiative d'une offensive parlementaire.

Une salve d'interventions

Dès l'ouverture de la session les élus des groupes ID, ECR auxquels s'étaient joints les Hongrois du Fidesz (Victor Orbán) ont pris la parole pour cinq interventions convergentes contre le Pacte et ses modalités antidémocratiques d'adoption. Utilisant pour cela une procédure légale mais inédite au sein du Parlement, les députés anti-immigration ont ainsi pu monopoliser la parole pour dénoncer ce contournement parlementaire : cette salve d'interventions a provoqué la colère des immigrationnistes, nombreux dans l'hémicycle.

Les députés RN en première ligne

Ainsi, au cours d'une intervention puissante et ferme, Jean-Paul Garraud, président de la Délégation française a, au nom des députés RN, réaffirmé l'opposition totale des Français à ce projet de submersion migratoire de nos pays. Mauvaise joueuse, la présidente de l'Assemblée lui coupa le micro dès la première seconde de dépassement du temps de parole, une manière mesquine de montrer qu'elle n'entendait rien concéder.

Une logique transnationale et transpartisane

Dès la semaine suivante, une réunion de travail entre les groupes nationaux (ID) et conservateurs (ECR) s'est tenue pour définir les actions à mener. Une conférence de presse commune s'est tenue dans la foulée et a permis de montrer un front commun.

Ces initiatives pour sensibiliser les opinions publiques européennes vont se poursuivre et s'amplifier. L'objectif est une mobilisation générale des Européens.

MARINE LE PEN UNE RÉPONSE IMMÉDIATE

Dès le 9 octobre 2020, soit quelques jours après l'annonce du Pacte, Marine Le Pen et Philippe Olivier, député européen, organisaient à Paris une conférence de presse pour dénoncer ce Pacte de submersion migratoire. Peu de médias relayèrent cette mise en garde mais une fois encore, le RN montrait sa pugnacité et sa réactivité à défendre la France et la vraie Europe.



UN SLOGAN EN LATIN POUR UNE ACTION TRANSNATIONALE. Pour dénoncer l'opacité des procédures, les élus ID, unis dans des initiatives transnationales, choisirent dès 2020 un slogan en latin appelant au respect de la démocratie et de la volonté des peuples : « vox populi ».



Pour marquer un front uni face à la submersion migratoire de l'Europe, des élus appartenant à tous les groupes hostiles au « Pacte des Migrations » ont tenu une conférence de presse. Gilles Lebreton prit la parole pour la délégation française du RN.



De gauche à droite, les députés européens : Jean-Paul Garraud (RN, France), Jorge Buxadé (Vox, Espagne), Charlie Weimers (SD, Suède), Tom Vandendresshe (VB, Flandres) et Balázs Hidvéghy (Fidesz, Hongrie).



”
 Nous avons beaucoup
 d'immigration vers l'Europe
 et nous avons besoin de
 ces gens. Notre société
 vieillit... Mais nous avons
 aussi besoin de nouvelles
 voies d'immigration légales,
 pas seulement pour les
 travailleurs qualifiés, mais
 aussi pour les travailleurs
 nommément et peu qualifiés
 voulant venir dans l'UE.

QU'EST CE QUE LE « PACTE ASILE ET MIGRATIONS » DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Le « Pacte pour les migrations » est un paquet de cinq textes législatifs dont les grands axes avaient été présentés le 23 septembre 2020.

Il vise à transférer à l'Union européenne la compétence migratoire des États membres :

- Il constitue l'application d'un « droit à la migration » dont le Pacte de Marrakech de

décembre 2018 avait posé le principe ;

- Il vise à mettre en place non pas un accueil des réfugiés mais une immigration massive de peuplement vers l'Europe ;
- Il prévoit de rendre obligatoires pour les États membres les « relocalisations » c'est-à-dire l'installation des migrants dans nos villes et nos villages.

LE PACTE DES MIGRATIONS C'EST :

1. Encourager l'immigration : brouiller la distinction réfugiés/migrants économiques ; élargir le champ du regroupement familial ; fournir les moyens de transport avec un pont maritime entre l'Afrique et l'Europe ; décriminaliser la complicité des ONG avec les passeurs ;

2. Décourager les expulsions : réduire les délais des procédures d'expulsion pour rendre le maximum d'illégaux inexpulsables ; élargir les possibilités légales de régularisation ; instaurer l'admission obligatoire en Europe des recueillis en mer ; complexifier les expulsions ;

3. Installer l'immigration : rendre obligatoires les « relocalisations », autoriser l'entrée immédiate des malades, des familles et des mineurs de moins de 12 ans.

Le « Pacte des migrations » de l'UE c'est l'arrivée potentielle de 70 millions de migrants en Europe.

FRONTEX : LA COMMISSION EN FAIT UNE AGENCE D'ACCUEIL POUR MIGRANTS

Lors de la séance plénière du mois de mai, Patricia Chagnon est intervenue en séance plénière pour dénoncer la dérive de l'agence Frontex, transformée d'un corps de garde-côtes européen en une agence d'accueil de migrants. Cette dérive, tout à fait contraire à la lettre des traités européens, avait donné lieu à la démission provoquée de Fabrice Leggeri mis en cause pour

avoir prêté main forte aux Grecs face à des tentatives d'intrusions illégales de migrants. Cette reprise en main de l'agence Frontex correspond à la montée en puissance des mesures du pacte des migrations, un pacte actuellement en discussion et qui vise à la submersion démographique programmée de l'Europe par une immigration massive de peuplement.

EXPOSITION PROVOCANTE ET ANTI-CHRÉTIENNE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Dès l'installation dans les couloirs du Parlement européen d'une exposition provocatrice visant, entre autres, les Chrétiens, les députés RN ont immédiatement adressé à la Présidence une vigoureuse protestation et demandé son retrait. Si l'art et la liberté d'expression doivent être défendus, ceux-ci ne peuvent être dévoyés pour provoquer, blesser, désinformer et déconstruire avec l'argent des contribuables européens. Les parlementaires RN veilleront toujours à ce que les fonds publics soient utilisés strictement dans l'intérêt des citoyens, et non pour diffuser une quelconque propagande politique ou promouvoir l'idéologie woke qui vise à déconstruire tout ce qui fonde notre civilisation, notre mode de vie, notre histoire et notre identité.



8 MAI : MÉPRIS VOLONTAIRE OU OUBLI EMBLÉMATIQUE ?

Le Parlement européen a organisé une séance plénière avec vote le 8 mai, jour de la commémoration de la victoire des Nations contre le 3^e Reich nazi, obligeant ainsi les députés français à siéger en ce jour particulier d'hommage national. La Délégation française du Groupe ID a protesté contre cette désobéissance historique de la part d'une Union Européenne habituellement si prompte à fustiger les dictatures du monde entier.

Il y a des anniversaires que l'UE de Mme von der Leyen semble manifester vouloir oublier. On se souvient que, par le passé, les députés européens avaient été appelés à siéger un 11 novembre.



SUR TOUS LES TERRAINS, SUR TOUS LES SUJETS RENCONTRES AVEC VOS DÉPUTÉS

Les dîners-débats sur le thème « Où va l'Europe ? » se poursuivent partout en France et vos députés viennent à votre rencontre sur tous les terrains. Ils vous font également découvrir le Parlement européen, à Bruxelles ou à Strasbourg.

LES DÎNERS-DÉBATS



Jean-Paul Garraud dans les Deux-Sèvres.



Jordan Bardella et André Rougé à la Martinique.



Philippe Olivier dans les Hauts-de-Seine.

LES VISITES DE GROUPE AU PARLEMENT



Mathilde Androuët avec un groupe venu de la Nièvre.



Gilles Lebreton, Dominique Bilde, Mathilde Androuët et Jean-Paul Garraud avec nos amis du Nord.



Annika Bruna recevait un groupe du Val d'Oise.

SUR TOUS LES TERRAINS

Catherine Griset s'est rendue à Troyes à la Cité du Vitrail en compagnie des députés français Angélique Ranc et Jordan Guittou. Ces artisans de la filière sont aujourd'hui menacés par l'UE qui souhaite interdire l'usage du plomb alors qu'aucune autre alternative technique n'existe



Lancement de l'association interparlementaire contre le Wokisme dont Patricia Chagnon, député européen, est la vice-présidente



Virginie Joron et Catherine Griset se sont rendues à l'usine alsacienne Knauf Industries pour échanger sur la nouvelle législation européenne sur les emballages et le recyclage



CONFÉRENCE AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'AFGHANISTAN, PAR RÉGIS LE SOMMIER INCURSION EN PAYS TALIBAN

À l'invitation de Jean-Lin Lacapelle, le journaliste et écrivain Régis Le Sommier est venu présenter au Parlement européen son documentaire « Afghanistan : Kaboul, année 0 ». Ancien directeur adjoint de Paris Match, il dirige aujourd'hui le média Omerta.

C'est à ce titre que cet explorateur infatigable des zones de conflit, qui a déjà parcouru quatre fois l'Afghanistan (auprès des forces américaines, des forces françaises, de la société civile dans l'Afghanistan démocratique, et des Talibans dans leur offensive de 2021), a pu se rendre là où aucun autre journaliste n'a pu accéder : au contact de la

société civile afghane sous la botte des Talibans.

L'Afghanistan sans filtre

Dans ce reportage particulièrement instructif, il dresse le portrait d'un Afghanistan transformé, où l'héritage de vingt années de démocratie sous supervision occidentale s'est évanoui. Il décrit un pays où les Talibans ne sont plus des rebelles qui parcourent

Même s'il soutient la cause de ces citoyens engagés en faveur de la liberté, et notamment des femmes, Régis Le Sommier s'est tenu à une description objective de la réalité afghane avec la volonté de présenter tous les points de vue.

leur territoire pour y mener la guerre, mais des administrateurs qui doivent gouverner au jour le jour. Au fil des contacts avec des représentants de l'État, citoyens et passants, engagés ou non, partisans du régime ou non il amène le spectateur dans la réalité afghane, un pays bien sûr obscurantiste et moyenâgeux mais aussi rattrapé par les difficultés de tous les jours.

Les spectateurs ont ainsi découvert la gestion par les autorités talibanes des toxicomanes et de la production du pavot, la menace représentée par... l'État islamique, qui mène désormais la guérilla en Afghanistan contre les Talibans eux-mêmes, l'action clandestine des hommes et – surtout – des femmes qui continuent, envers et contre tout, malgré les interdictions, d'étudier, de travailler, de maintenir un tissu social et de résister à l'emprise des Talibans.

Le documentaire « Afghanistan : Kaboul, année 0 » est disponible en ligne sur le média Omerta (<https://www.omertamedia.fr>)

Dominique Bilde a visité la centrale de Cattenom en Moselle. Elle a pu échanger sur les perspectives d'avenir dans le secteur du nucléaire



Marie Dauchy était dans l'Ain devant le Château de Varey pour s'opposer à la répartition des migrants dans un de nos villages



France Jamet était à Lorient en soutien de la filière pêche bretonne : comité local des pêches, pêcheurs et conchyliculteurs, mareyeurs, instituts de recherche...

Patricia Chagnon était en mission d'observation électorale pour les présidentielles du Paraguay. Elle a pu rencontrer celui qui depuis a été élu président, Santiago Peña





ÉCOLOGIE

GARDONS NOTRE LIBERTÉ DE JUGEMENT !



Philippe OLIVIER

Député européen

La question de l'écologie est une question centrale dans le débat public. Pas une intervention, pas une décision officielle qui n'y fasse plus allusion. Pourtant, si le sujet doit être traité, il n'est

pas interdit de s'interroger librement sur les orientations politiques qui nous sont proposées face à la nécessaire transition écologique.

C'est ce qu'a décidé de faire « Vu d'Europe » en ouvrant un dossier « spécial écologie » pour analyser les choix politiques et même idéologiques de l'Union européenne en la matière, des choix dont les conséquences s'invitent dans notre vie quotidienne, des choix qu'une pression intellectuelle voudrait interdire de remettre en cause.

Vu d'Europe défend pour les citoyens comme pour les élus le droit de rester libres, de comprendre et de juger ce qui leur est proposé et parfois même imposé. Cela vaut pour l'écologie surtout lorsqu'elle est essentiellement punitive.

Le Groupe ID fait sien l'impératif écologique mais prône une transition raisonnable et surtout un changement de modèle économique loin de la logique mondialiste. Au libre-échange débridé, il oppose le « juste échange » ; à la place du globalisme, il défend le localisme.

UE : DE L'ÉCOLOGIE PUNITIVE À LA DÉCROISSANCE

Il n'est un secret pour personne que l'Union européenne subit une forte influence de la part de l'Allemagne qui profite de l'esprit de soumission des dirigeants français pour imposer ses choix politiques. Or, une force en Allemagne exerce une sorte de magistère moral et donc politique, ce sont les Verts, les « Grünen ». Ainsi sans l'avoir décidé, les Français sont soumis indirectement à la logique de ces extrémistes allemands qui ont réussi à imposer à toute l'Europe leurs vues, leur logique et leur agenda. Il n'est plus abusif de parler d'écologie radicale.

Un totalitarisme vert avec pour objectif la décroissance

Sous couvert d'ambition écologique, l'Union européenne a pris le parti d'une politique qui dépasse, en effet, le volontarisme pour s'approcher du totalitarisme et de l'autoritarisme. Cette démarche conduit, en effet, l'Union européenne à légiférer sur tout, à soumettre les filières professionnelles à des calendriers intenable de mise aux normes et à faire fi des conséquences sociales ou économiques des choix qui sont imposés à 450 millions d'Européens.

Gréta Thunberg, activiste écolo-wokiste dont les positions radicales trouvent de l'écho au sein des instances européennes, ici en 2020 avec Pascal Canfin, président de la Commission environnement au Parlement européen.

GRÉTA THUNBERG FAIT LA PLUIE ET LE MAUVAIS TEMPS

En 2019 et 2020, Gréta Thunberg a été reçue comme un chef d'État au Parlement européen.

La jeune activiste suédoise y a tenu un discours véritablement apocalyptique. Elle a sommé l'Union européenne d'aller encore plus loin que la neutralité carbone en 2050 en demandant des lois encore plus dures et plus contraignantes.

Mais, au cœur de l'empire marchand de l'UE, l'activiste verte s'est bien gardée de critiquer la mondialisation, ce modèle économique désastreux pour la planète. De nombreux députés présents ont applaudi ce discours radical totalement irréaliste.

Pour les tenants de l'écologie punitive, il faudrait que les nations européennes se repentent de leurs puissances technologiques par un désarmement volontaire et général. Cette logique de désinvestissement est d'autant plus incompréhensible quand les autres nations du monde, Chine, Brésil, Russie, Inde, USA, développent une logique de puissance et d'innovations, de développement et de conquête.

Derrière les mesures écologiques, l'Union européenne met en œuvre un concept dont elle se garde bien, pour ne pas effrayer, de prononcer le nom : « la décroissance ».

Tous les secteurs sont concernés

La décroissance porte sur tous les secteurs : une décroissance énergétique avec par exemple la mise à bas de la filière nucléaire ; la décroissance industrielle avec l'interdiction de la vente des moteurs thermiques après 2035 ; la décroissance agricole avec la restriction des productions dans le cadre du programme « de la ferme à la fourchette » ou l'expropriation des farmers hollandais.

La folie de cette écologie radicale touche tous les aspects de la vie quotidienne : les déplacements, le logement, le chauffage, l'alimentation, ...

Le reste du monde, quant à lui, poursuit sa marche ou plutôt sa course quand ceux qui sont à notre chevet nous amèneront guéris vers une mort programmée.

Une autre écologie est possible

Les députés du Groupe ID défendent un projet écologique tout aussi ambitieux fondé non pas sur le retour en arrière mais sur une marche en avant, celle qui croit aux solutions pragmatiques, au progrès technique et surtout à une rupture avec la logique mondialiste par un changement de modèle économique.

Des notions clés à connaître

MONDIALISME ? NON, LOCALISME !

Le modèle mondialiste repose sur la spécialisation des productions du monde : on produit en Chine, on consomme en Europe et on recycle en Inde. Ce modèle qui induit le recours à des cargos extrêmement polluants est une catastrophe pour la planète. Or, nos dirigeants refusent d'y renoncer.

Le Groupe ID défend non pas le globalisme mais le localisme : produire, consommer et retraiter sur place, un système parfaitement éco-vertueux.

LIBRE ÉCHANGE ? NON JUSTE ÉCHANGE !

L'UE est attachée au dogme absolu du « libre-échange » qui reconnaît un droit de commercer dans n'importe quelle condition : ainsi, l'Europe peut interdire de fabriquer sur son sol des produits nocifs pour la planète mais en autoriser les importations. Le Groupe ID défend la poursuite des échanges commerciaux mais s'ils sont régis par le « juste échange » c'est-à-dire un système qui contrôle la qualité écologique des produits importés et les conditions sociales dans lesquelles ils ont été produits.

L'écologie punitive en quelques exemples

LOGEMENT :

>>> Le classement en fonction des capacités thermiques et des solutions de chauffage (Diagnostic de performance énergétique) avec à la clef l'obsolescence d'une partie du parc immobilier et donc une explosion du coût du logement

>>> La criminalisation du chauffage au fioul avec des invitations pressantes aux particuliers à mettre leurs chaudières au rebut

VOITURES :

>>> L'interdiction de la vente des voitures thermiques en 2035

>>> L'injonction d'acheter des voitures électriques inabordables, souvent importées de Chine et faussement écologiques

>>> L'instauration de Zones à faibles émissions (ZFE) qui imposeront l'interdiction de l'utilisation de certains véhicules anciens dans de nombreux endroits

ÉNERGIE :

>>> Le démantèlement de la filière nucléaire avec pour conséquence l'explosion du prix de l'électricité pour les particuliers et les entreprises

>>> Une nouvelle taxe sur l'énergie votée en avril au Parlement européen





LE NUCLÉAIRE LA SEULE ALTERNATIVE CRÉDIBLE DONT L'UE NE VEUT PAS

Depuis l'accord de Paris de 2015, l'Union européenne s'est lancée dans la chasse au gaz carbonique pour ne plus en émettre d'ici à 2050. Pour cela, elle s'attaque à tout ce qui en produit : les voitures, les avions, les bateaux, le chauffage, les logements, les industries et bientôt ce sera au tour des vaches. . .

Le piège du tout électrique

Pour se passer des énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole), l'Union européenne mise sur le tout-électrique et compte sur des énergies « alternatives » avec l'objectif qu'elles représentent d'ici à 2030 presque la moitié de notre consommation d'énergie. Cela signifie de multiplier par deux la production issue de l'éolien notamment en mer et du solaire sans certitude d'y parvenir avec des sources d'énergie, par nature, intermittentes.

Le nucléaire, la seule réponse propre et durable

Face à l'augmentation de la demande et des prix, l'Europe a besoin de l'électricité produite à partir du nucléaire qui répond à l'impératif de décarbonation.

Les réserves de ce combustible, suffisantes pour au moins 100 ans, laissent le temps à la recherche de mettre au point d'autres énergies. Le site de Cadarache est de ce point de vue pilote.

L'UE arc-boutée contre le nucléaire français

Mais une partie du Parlement et onze États membres sur vingt-sept (dont l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Portugal, le Danemark et l'Autriche) s'opposent fermement au nucléaire jusqu'à chercher à l'exclure du plan d'emprunt de 750 milliards d'euros lancé en 2020 par l'UE.

Or, en France, un projet de loi pour faciliter le développement de l'énergie nucléaire prévoit la construction de six nouveaux réacteurs, pour un montant estimé au minimum à 60 milliards d'euros. Cet investissement colossal ne pourra se faire sans l'aide du plan de relance et de l'État français à EDF, ce qui passe par la validation de la Commission européenne. L'affaire n'est pas encore gagnée !

Une bataille que les députés français du RN mèneront avec cœur et conviction.

LE « TOUT ÉLECTRIQUE » L'UE DÉCIDE ET RÉFLÉCHIT APRÈS !

L'Union européenne a fait pour l'Europe le choix du tout électrique. Très vite les questions souvent sans réponse se posent : sur les sources d'électricité insuffisantes, la question de l'extraction anti-écologique des terres rares, la dépendance à la Chine, le manque de bornes de recharge, l'absence de production de batteries, le coût des véhicules, la question du recyclage des batteries, le coût de la transition pour les entreprises et les particuliers...

En réalité, l'UE a décidé de précipiter l'Europe dans le tout électrique sans réfléchir mais à partir d'une vision purement idéologique. Quand il s'agit de passer à la mise en œuvre, le dossier devient une équation sans solution. Pour reprendre la formule de certains commentateurs économiques, le « green deal » devient un « buy from China deal » c'est-à-dire un échange fondé sur le produire chinois.

EMPREINTE CARBONE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN NE DONNE PAS L'EXEMPLE

La presse a révélé que la facture des voyages de Charles Michel, le Président du Conseil européen sont quatre fois supérieures à celles de son prédécesseur : au-delà du coût astronomique comme ce voyage en Chine pour 460 000 euros, apparaissent de nombreux trajets qui auraient pu se dérouler en train comme la liaison Paris-Strasbourg en avion-taxi.



Charles Michel, Président du Conseil européen

CONNAISSEZ-VOUS PASCAL CANFIN ?

Le falot Pascal Canfin est plus guidé par son opportunisme que par ses convictions. Vert, socialiste puis macronien, pour lui les frontières politiques sont mouvantes. Au Parlement européen, il ne prend même plus la peine de parler sa langue natale quand il préside sa commission, bien qu'il fasse l'apologie du multilinguisme.

Mais c'est surtout un digne représentant de l'écologie punitive qui s'est déjà illustré par sa lutte contre le diesel, « produit meurtrier », et qui veut instaurer un « impôt progressif sur le carbone » via une « carte carbone ». Visiblement, il n'a tiré aucune leçon des Gilets jaunes. Au contraire, il nous met sur la voie d'une surveillance à la chinoise et d'une réduction des libertés.



VOITURE ÉLECTRIQUE LA POLLUTION N'EST PAS SUPPRIMÉE MAIS EXPORTÉE



par Aurélia Beigneux

L'Union européenne a décidé d'interdire les voitures thermiques en 2035, amenant toute une industrie à marche forcée vers la mobilité 100 % électrique. Cette décision, loin de faire baisser la pollution, va simplement la déplacer de nos grandes métropoles vers les pays du Sud.

L'illusion de commander au monde

En interdisant la vente des voitures thermiques, l'UE croit avoir résolu le problème de la pollution automobile. Rien n'est plus faux. D'abord, parce que le reste du monde continuera à rouler au pétrole et que l'Europe se sera privée d'une filière industrielle essentielle à nos économies. Les Coréens, les Chinois ou les Américains exporteront d'autant plus facilement qu'un grand concurrent se sera retiré du marché.

Ensuite parce que le tout électrique suppose une production d'électricité qui ne soit pas elle-même polluante ce qui n'est pas le cas avec les centrales à charbon allemandes.

Voiture électrique : la pollution est dans le tiers-monde

Le constat des écologistes de salon est simpliste : un véhicule ne serait polluant qu'en fonction des particules et fumées qu'il émet ? C'est à ce constat que l'Union européenne s'arrête. Lorsqu'elle mesure la pollution d'un véhicule, c'est donc uniquement en sortie de pot d'échappement.

La pollution liée à l'extraction des métaux rares : l'angle mort de la politique européenne

Pourtant, lorsqu'on mesure réellement la pollution émise par un véhicule, il faut prendre son cycle de fabrication complet. Or la conception d'un véhicule électrique nécessite des batteries lourdes, faites de lithium et de cobalt, des métaux rares que l'on trouve à l'autre bout de la planète, en Chine, en Afrique noire et en Amérique du Sud. L'extraction de ces métaux rares est un processus extrêmement polluant, consommant des quantités énormes d'eau, répandant des poussières fines sur des kilomètres à la ronde, stérilisant les terres agricoles alentour et forçant le déplacement de milliers d'habitants.

Une question éthique

Pire encore, l'industrie de fabrication des batteries électriques a souvent recours au travail des enfants, comme au Congo, dans des conditions sanitaires désastreuses. Amnesty International s'en alarmait déjà en 2016 sans éveiller la conscience humaniste des dirigeants bruxellois.

Voici donc la stratégie européenne pour la mobilité de demain : imposer une technologie unique sans savoir si cette solution est durable et finalement aussi écologique que promis.

DE L'ACTIVISME ÉCOLOGIQUE VERS L'ÉCOTERRORISME ?

Il ne se passe pas de jour sans que des organisations écologiques ne se rendent coupables de blocages de routes, d'actes de dégradations multiples, de barbouillages de bâtiments ou d'œuvre d'art pour soi-disant sensibiliser l'opinion sur le climat. Que dire des attaques d'un train de blé, des tentatives de sabotage d'installations ou la participation à des actions violentes comme dans les ZAD où l'on constate une hybridation de certains militants écologistes radicaux avec les milices d'extrême gauche. Ces dérives ont contraint le ministère de l'Intérieur à envisager la dissolution de certaines organisations qui semblent verser dans la violence.



Les Soulèvements de la Terre
@lessoulevements

Savez vous planter des clous ? À la mode, à la mode... Savez vous planter des clous à la mode chez nous ?

De très nombreux arbres piégés. Bon courage aux lames qui vont tomber sur un os et s'y casser les dents !



Une organisation « écologique » se glorifie de piéger des arbres en y plantant des clous sans se préoccuper des risques de projections d'éclats sur les hommes chargés d'intervenir et donc, c'est vrai, parfois de couper des arbres.

Collectif « Just stop oil » qui pense revendiquer sa lutte écologique en se collant les mains ou en balançant de la peinture sur des œuvres inestimables.



On a tous en mémoire les violences, notamment envers les forces de l'ordre lors de la manifestation contre les bassines à Sainte-Soline.



« Dernière rénovation » : collectif spécialiste du sit-in, c'est-à-dire du blocage de routes



Autre exemple d'action stupide : le déversement de 1 500 tonnes de blé sur la voie ferrée dans le Morbihan.



PAYS-BAS



par Patricia Chagnon

UN LIVRE CONTRE LA DOXA OFFICIELLE BAT TOUS LES RECORDS DE VENTE

Tous les pays connaissent une entreprise de culpabilisation écologique comme au temps révolu du « trou dans la couche d'ozone ». En France, le parti écologique invoque le carbone, en Allemagne les particules fines, et en Hollande c'est l'azote.

La Hollande : une harmonie multiséculaire entre homme et nature

En gagnant 50 % de son territoire sur la mer, la Hollande est, par son histoire et son modèle, un exemple d'harmonie entre la nature et l'homme. Dans un pays où il n'existe pas d'espèce endémique, il n'existe aucun risque d'extinction d'espèces. Pourtant, la lutte contre l'azote a été érigée aux Pays-Bas comme priorité nationale. Elle justifie un projet insensé de disparition de 3 000 exploitations agricoles ou d'élevage au moment où le défi alimentaire n'a jamais été si crucial pour l'Europe et l'humanité.

Après la révolte des électeurs, celle des lecteurs

Cette politique anti-agricole suscite une révolte populaire qui s'est exprimée par les urnes avec l'émergence d'un parti rural dans les 12 provinces il y a quelques semaines. Un livre vient aujourd'hui confirmer la mobilisation de l'opinion contre cette écologie destructrice : « le piège de l'azote » (« Stikstofluik »).

Une logique numérique

Pour son auteur, le zèle gouvernemental s'explique par une approche globale de l'environnement basée sur « la modélisation » numérique, une modélisation qui empêche d'abord d'agir avec bon sens mais surtout, évite au monde écolo-politique, toute évaluation environnementale de leurs mesures.

Ainsi c'est le logiciel appelé Aerus qui décide de la vie et de la mort d'une exploitation. Peu importe que les valeurs qu'on lui demande d'appliquer sont 4000 fois plus strictes qu'en Allemagne; peu importe qu'on n'inclut pas les effets du vent et du ruissellement... peu importe qu'il n'y ait aucune évaluation économique et sociale des verdicts rendus.

Dans cette affaire, ce n'est pas le pragmatisme qui domine mais l'idéologie, non pas le réalisme environnemental ou économique mais des schémas qui ignorent les réalités humaines et même finalement naturelles.



AGRICULTEURS : BOUC ÉMISSAIRES DE L'UE

La Commission européenne a pour projet de réviser la directive sur les émissions industrielles polluantes dont la principale modification serait l'extension de son champ d'application à l'ensemble des exploitations agricoles.

Tout élevage au-delà d'un nombre conséquent d'animaux (vaches, brebis, chèvres...) sera désormais considéré comme un élevage « industriel » et tombera sous des nouvelles obligations, aux conséquences lourdes en termes de normes, de charge administrative et bureaucratique.

Le texte européen actuellement dédié aux industries hautement polluantes imposera une charge administrative et financière disproportionnée aux exploitations agricoles. Ces contraintes pourraient entraîner la fermeture et la faillite de nombreux élevages. Cela provoquera ainsi une forte réduction de la production et compromettant la souveraineté alimentaire européenne, avec pour conséquence une augmentation des importations en provenance de pays hors de l'Union, où les règles sont moins strictes que celles en vigueur dans l'UE. Cela affecterait les zones rurales, la préservation des écosystèmes et notre compétitivité.

Quelles conséquences en France :

■ Le nombre d'exploitations avicoles (oiseaux et volailles) concernées par ce texte, passerait de 18 % à 72 % (soit 8 662 installations). Pour les élevages sous signe de qualité et d'origine, il passerait de 0,7 % à 79 %.

■ Le projet de réforme de ce texte bruxellois inclurait 30 700 exploitations bovines, représentant 3,4 millions de vaches, soit 24 % des élevages et 47 % des effectifs bovins.

■ Le projet de directive intégrerait 93 % des 9 492 sites d'élevage porcin « professionnels » de France. Le coût total pour la filière porcine atteindrait 1,3 milliard d'euros.

Fabien BOUGLÉ

Fabien Bouglé, expert en politique énergétique auteur de « Nucléaire les vérités cachées » et « Éoliennes, la face noire de la transition écologique » aux Éditions du Rocher.



ÉOLIENNES LA GRANDE IMPOSTURE ÉCOLOGIQUE

Dans votre livre, vous dénoncez l'imposture écologique des éoliennes. Qu'en est-il ?

Les éoliennes, sur terre ou en mer, sont présentées comme le symbole incontestable de l'écologie. Mais l'étude de leur fabrication montre qu'elles n'ont absolument rien d'écologique. Leurs énormes socles en béton contribuent à l'artificialisation des sols, leurs turbines nécessitent des terres rares extraites en Chine dans des conditions absolument épouvantables, les pales sont fabriquées avec du balsa dont la récolte contribue à la déforestation amazonienne. En fin de vie, elles doivent être enterrées

car il n'existe pas de solution de recyclage. Et comme les éoliennes ne produisent que lorsqu'il y a du vent, il faut les coupler avec des centrales à gaz ou pire avec des centrales au charbon.

Mais elles servent pour la décarbonation ?

Il faut rappeler que grâce à son nucléaire, la France dispose d'une électricité quasiment intégralement décarbonée. Ce n'est pas en remplaçant le nucléaire décarboné par des éoliennes que l'on aura un effet sur nos émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne nous reproche d'être en retard pour nos renouvelables en nous menaçant d'une amende

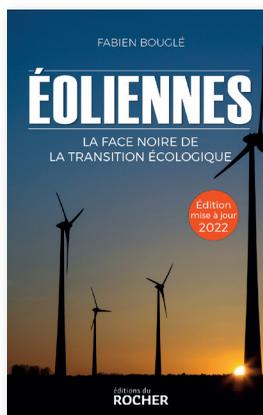
de 500 millions d'euros alors que nous sommes un pays en Europe parmi les moins polluants. À titre de comparaison, l'Allemagne qui a le record d'éoliennes, émet 10 fois plus de gaz carbonique que la France et diffuse avec ces centrales au charbon des particules fines mortelles dans le ciel européen.

Pourquoi continuer à en installer ?

Oui, on peut se poser la question. Non seulement elles ne sont pas écologiques mais en plus, elles détruisent le cadre de vie de nos concitoyens. Des études ont établi qu'elles avaient un impact négatif sur la flore et la faune et

qu'elles participaient à la baisse de l'activité touristique. Là où elles sont installées, elles font baisser la valeur des maisons ou les rendent invendables. En mer, elles détruisent l'activité de pêche artisanale.

Il s'agit d'un énorme détournement de fonds qui contribue à l'augmentation des factures énergétiques en raison des subventions qui favorisent des entreprises étrangères. Une très grande partie des sociétés d'exploitation d'éoliennes ne sont pas françaises : 65 % des éoliennes installées en France sont allemandes et 30 % danoises. Ce scandale ne peut plus durer! ■



ÉOLIENNES LA FACE NOIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE - Fabien Bouglé
Paris, Éditions du Rocher - mise à jour 2022

Depuis 20 ans, les éoliennes ont envahi les territoires de la France détruisant le cadre de vie de nos concitoyens. Elles sont présentées comme écologiques mais servent en réalité des enjeux financiers puissants.

Pour comprendre ce qui se cache derrière cette politique éolienne, ce livre décrypte et dévoile l'incroyable face cachée de cette filière industrielle : matière première polluante, impossible recyclage, problème sanitaire, destruction de la biodiversité, réseaux financiers, lobbys, rôle occulte des ONG écologiques, explosion de la facture électrique des Français.



L'EAU, UNE RESSOURCE EN PÉRIL



Annika Bruna vient de publier un livret intitulé « L'eau, une ressource en péril » disponible sur le site de la Délégation française du Groupe Identité et Démocratie : <https://www.id-france.eu/wp-content/uploads/2023/04/2023-02-cahier-eau-a-bruna-web.pdf>

par Annika Bruna

Sur notre « Planète bleue », l'eau est présente en volume quasi-illimité mais l'eau salée prédomine largement tandis que l'eau douce ne représente que 3 % du « stock » mondial et se limite aux glaciers, aux lacs, aux cours d'eau et aux nappes souterraines. Indispensable pour abreuver les populations et leurs élevages mais aussi pour alimenter l'industrie et l'agriculture, l'eau est déjà un enjeu de sécurité dans de nombreux pays.

L'influence climatique

Avec le changement climatique, la France, ordinairement tempérée, subit elle aussi des épisodes caniculaires ou des sécheresses qui s'allongent, comme en témoigne l'année 2022. L'élévation de la température moyenne favorise l'évaporation à partir des plantes et des masses d'eau, tandis que des précipitations plus brutales rechargeront moins nos nappes, faute de capacité des sols à retenir et à absorber l'eau.

En métropole, le débit moyen des rivières pourrait diminuer jusqu'à 50 % dans le Sud-Ouest et dans le bassin parisien, d'ici à une trentaine d'années.

Les carences techniques

Mais le changement climatique n'est pas la seule menace. D'autres facteurs de pénurie sont à considérer tels que les fuites importantes dans le réseau de distribution des eaux. Le vieillissement de nos infrastructures et le manque d'investissements se ressentent sur tous nos territoires. En métropole comme en Outre-mer, il est indispensable de rénover les réseaux de distribution d'eau, de connecter ces réseaux entre eux et de clarifier les compétences des différentes collectivités locales.

Un vrai sujet politique

Aucun politique ne peut se désintéresser de la question de l'eau. Elle induit la question des infrastructures et par exemple d'usines de dessalinisation, de gestion de la ressource comme des modes d'adaptation de nos modèles agricoles.

UNE SOLUTION : LA MÉTHANISATION

Mathilde Androuët, député européen et membre de la commission de l'environnement, accompagnée de Nathalie Carvalho, député de l'Essonne, s'est rendue sur le site du méthaniseur de Boutigny-sur-Essonne. Cette visite a permis de découvrir cette belle réussite à la fois économique et environnementale.

Développé par quatre agriculteurs locaux, il a été inauguré en septembre

2022. Il est alimenté par des matières organiques valorisées de pulpe de betteraves, de poussières de chanvre et de résidus légumineux issus de filières locales ; il produit 140 m³ de gaz injectés toutes les heures dans le réseau et permet ainsi de couvrir 100 % des besoins de gaz du sud-est de l'Essonne. Il limite aussi le recours aux engrais chimiques et capte le carbone. Enfin il apporte également des revenus stables aux agriculteurs face aux fluctuations des récoltes tout en réduisant nos importations de gaz.

Ce méthaniseur agricole ouvre beaucoup de perspectives et représente une vraie solution de production d'énergie. Multiplions et soutenons ces initiatives qui préservent l'environnement tout en soutenant le développement économique local !



MARTINIQUE

FACE À LA PÉNURIE

André Rougé était à la Martinique, territoire particulièrement touché par les problèmes d'approvisionnement en eau. Les Martiniquais doivent en effet faire face à une pénurie d'eau potable avec un réseau de canalisations très défectueux mais aussi une forte pollution des eaux souterraines par des produits phytosanitaires utilisés dans l'agriculture, comme le pesticide chlordécone.

La Martinique est également confrontée à une pollution maritime : les sargasses, algues brunes toxiques, à l'odeur nauséabonde, qui pourrissent la vie des habitants et qui constituent un véritable danger environnemental.



DÉCRYPTAGE

Andréa KOTARAC

Conseiller régional
Président du groupe RN
Région Auvergne-Rhône-Alpes



LE LOCALISME UN PATRIOTISME EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Dans l'ère de la mondialisation, où la finance et le numérique règnent en maîtres, le localisme apparaît comme un rempart, un moyen de retrouver notre humanité. Le Rassemblement National, conscient de cette réalité, fait du localisme un pilier de son combat politique.

Le localisme se dresse contre la désincarnation de notre société, en valorisant nos spécificités régionales, nos cultures et nos traditions.

Il ne s'agit pas de se replier sur soi, mais de renouer avec une forme d'identité, de solidarité et d'enracinement qui nous rendent plus forts face aux défis du monde.

L'économie est au cœur de cette démarche. Le Rassemblement National prône une économie centrée sur les acteurs locaux, les circuits courts et l'artisanat, contre la logique de la mondialisation qui broie les petites structures. Cette approche redonne du pouvoir d'achat et de la souveraineté économique à nos territoires.

Le localisme porte également la voix d'une démocratie renouvelée, une démocratie de proximité. Il revendique une participation citoyenne afin que chacun puisse contribuer à la construction de son territoire, en harmonie avec son environnement.

Le localisme est avant tout un patriotisme, une manière de se réapproprier notre destin, de reprendre la main sur notre avenir. Le Rassemblement National en fait l'étendard de son combat pour une France plus juste, plus proche des citoyens, et plus résiliente face aux défis qui se dressent devant elle. ■

LE GROUPE ID DÉFEND LA VRAIE ÉCOLOGIE : POUR UNE FRANCE DURABLE

■ **Défendre le localisme en mettant en place des circuits courts ;**

■ **Tourner le dos au modèle mondialiste en luttant contre la logique mercantile du « produire ailleurs », de la surconsommation inutile et du gaspillage ;**

■ **Remplacer le libre-échange par le « juste échange » qui impose les exigences environnementales et sociales dans les échanges internationaux ;**

■ **Défendre un modèle énergétique décarboné avec le nucléaire et l'hydrogène ;**

■ **Préserver nos paysages et la biodiversité en métropole et en Outre-mer ;**

■ **Préserver notre modèle agricole familial ;**

■ **Garantir la santé alimentaire des Français ;**

■ **Promouvoir la recherche écologique.**



À la découverte



par **Laurent Husser**

de l'Estonie et de Tallinn



La capitale de l'Estonie Tallinn présente des visages si contrastés, que l'on comprend mieux les déchirements de l'Histoire auxquels ce pays a été confronté. La vieille ville capte toute l'attention et sa splendeur vous ramènera aisément à l'époque médiévale, avec ses maisons du XV^e siècle...

Les blocs modernistes gris et froids de l'ère soviétique n'ont rien à voir avec les superbes bâtiments de la vieille ville, classée au patrimoine mondial de l'Unesco, pas plus qu'avec l'audacieuse architecture contemporaine rappelant que l'Estonie est le premier État numérique au monde.

Dans la vieille ville, se promener, entre tours et remparts, ruelles pavées et maisons peintes de couleur claire séduit

immédiatement. Vous voilà plongés dans une atmosphère irréelle, dans une ville européenne médiévale semblable à des vieilles villes allemandes comme Fribourg ou d'Europe centrale comme Prague.

Ruelles médiévales & échoppes artisanales

Le soir venu, pas besoin de beaucoup d'imagination pour avoir l'impression d'être dans un film à l'ambiance gothique. Vous ne croiserez nulle Golem ici mais une population charmante;

au bout de quelques minutes, vous découvrirez des regards lumineux, souvent d'un ton étonnant.

La ville basse avec ses nombreuses échoppes porte encore l'histoire de cette capitale d'Europe du Nord appartenant à la puissante ligue hanséatique qui associait les commerçants. Dès le XIII^e siècle, Tallinn devient une cité prospère entourée de remparts, son port permettant un commerce florissant (sel, fourrures, miel, métaux précieux).

Au fil des ruelles pavées, il faut explorer les passages anciens (comme le célèbre Sainte-Catherine), admirer les maisons de commerçants souvent magnifiques, les nombreuses échoppes

et ateliers d'artisans avec une foule d'objets typiques à découvrir.

Un joyau balte, au charme suranné

Sur la place centrale, avec son hôtel de ville de style gothique, vous verrez aussi la plus ancienne pharmacie d'Europe datant de 1422 et son petit musée, véritable cabinet de curiosités. Les remparts sont aussi dignes d'intérêt, la tour Kiek in de Kõk proposant même un magnifique panorama sur la ville.

Tallinn est assurément une des plus belles villes baltes, à découvrir avec Vilnius et Riga, car ces capitales d'Europe du Nord sont encore préservées et pleines d'un charme suranné...

À NE PAS MANQUER

LA CATHÉDRALE ALEXANDER NEVSKY

Du nom du fameux général devenu béatifié, datant du XIX^e siècle, sa visite sera un moment impressionnant, tant sa décoration sature l'espace, par sa richesse, l'or, ses icônes, vitraux et plafonds. Toute la pompe orthodoxe, dans une splendeur hallucinante.



LE CHÂTEAU DE KADRIORG

Édifié dès 1718 pour le tsar de Russie Pierre le Grand, ce château baroque conçu par un architecte italien est attrayant, tant pour la magnificence de son intérieur que pour ses jardins et la collection d'art d'Europe du Nord et de l'Ouest et de Russie, datant du XVI^e au XVIII^e siècle qu'il contient.



MUSÉE NATIONAL

À 200 km de Tallinn, dans la ville de Tartu, le choc du bâtiment de ce musée à l'architecture audacieuse qui monte au ciel, sur les terrains d'une ancienne base militaire soviétique. Ici, toute l'histoire de l'Estonie est présentée, avec ses peuplades et traditions, dans des collections ethnographiques et folkloriques importantes.





Arvo Pärt est né le 11 septembre 1935. Compositeur de musique sacrée et contemporaine

ESTONIE MUSICALE

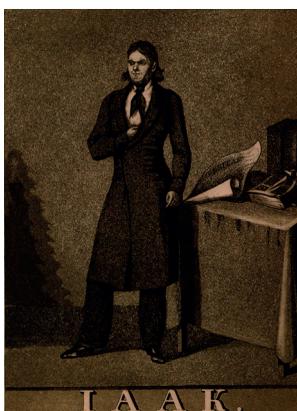
ARVO PÄRT, MUSIQUE AU CIEL

C'est sans doute l'un des compositeurs contemporains le plus joué au monde et sa musique se trouve dans nombre de films des plus grands cinéastes, de Jean-Luc Godard à Terence Malick.

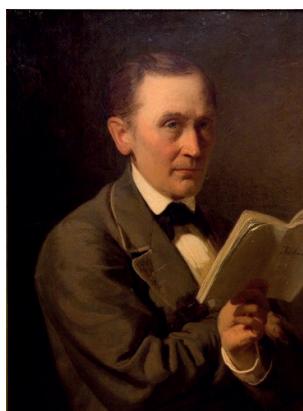
L'estonien Arvo Pärt né en 1935 a dû fuir le communisme en 1980 pour l'Autriche et depuis il n'a cessé d'être joué et enregistré. Teinté de sacré (les chants orthodoxes et grégoriens sont une de ses influences) son langage est d'une rare pureté, émouvant et ne peut laisser insensible dès les premiers

instants où l'on entend une de ses œuvres comme *Silouans Song* ou *Cantus in memoriam Benjamin Britten*.

Dans une récente interview, Arvo Pärt donne une des clefs de sa musique qui ouvre sur des espaces infinis : « L'écrivain américain John Updike a dit un jour qu'il essayait de travailler avec le même calme que les artisans du Moyen Âge qui décoraient les faces cachées des bancs avec leurs sculptures, bien que personne ne puisse les voir. J'essaie, autant que possible, de vivre selon le même principe ».



Kristjan Jaak Peterson, poète estonien, né en 1801. Il est considéré comme l'un des fondateurs de la langue et de la poésie moderne estonienne. Portrait réalisé par Franz Burchard Dörbeck.



Friedrich Reinhold Kreutzwald (1803-1882). Surnommé le Père du chant, il est le premier écrivain majeur de la littérature estonienne. Il contribua largement au réveil national de l'Estonie.

DES PAYSAGES MAGIQUES

L'Estonie est le plus septentrional des pays baltes, largement ouvert sur la mer Baltique. Son territoire est composé à près de 50 % de bois et de forêts. Elle compte également plus de 1 400 lacs et environ 150 rivières. Le lac Peïpous est le quatrième plus grand lac d'Europe, véritable mer intérieure. En hiver, il est gelé pendant quatre mois. À l'inverse, en été, au moment où les journées sont les plus longues, le lac Peïpous est une destination prisée des Estoniens pour s'adonner à la navigation, à la baignade.



La taïga, forêt boréale à Männiku.



La rivière Emajõgi et le lac Võrts



Le lac Peïpous

Jaak Madison, député du parti populaire conservateur d'Estonie, à la tribune du Parlement européen



LE PARTI POPULAIRE CONSERVATEUR D'ESTONIE

Avec 1,3 million d'habitants, l'Estonie est un pays qui a connu une histoire douloureuse, subissant depuis son indépendance en 1918, le nazisme et le joug soviétique.

Il est donc intéressant de voir qu'un parti « courageusement patriote » comme EKRE, euro-critique et défendant farouchement le peuple et les traditions estoniennes, puisse avoir un socle fort.

En effet, aux dernières élections législatives, le parti EKRE, dirigé par Martin Helme, est arrivé en deuxième position au Parlement estonien, malgré la victoire de la libérale Kaja Kallas. Après une sérieuse campagne critiquant notamment les problèmes engendrés par l'arrivée de migrants, EKRE est ainsi devenu le premier parti d'opposition.

Voilà un solide petit pays qui n'est pas près d'accepter le multiculturalisme !

<https://www.ekre.ee>

Dans quelle situation politique se trouve l'Estonie, après les élections législatives de mars dernier ?

Le gouvernement a malheureusement été formé par des partis de gauche libérale qui ont l'intention d'apporter des changements indésirables. Les conservateurs estoniens se battent bec et ongles pour stopper leur terrible programme, qui va de la mise en œuvre de l'utopique *Green Deal* de l'UE à la promotion réformes sociétales peu souhaitables. En outre, il faut s'attendre à ce que le nouveau gouvernement soutienne l'agenda de la Commission européenne, y compris le nouveau pacte sur les migrations et l'asile, qui aura des conséquences dévastatrices pour l'Estonie et l'Europe en général.

Quelle politique migratoire préférez-vous ?

L'Estonie est un petit pays d'Europe du Nord qui compte 1,3 million d'habitants. Environ 900 000 personnes vivant en Estonie ont l'estonien pour langue maternelle. L'Estonie compte l'une des plus grandes populations de migrants d'Europe. Les Russes représentent environ 25 % de la population estonienne. Il y a même des villes comme Narva où les étrangers représentent 95 % de la population. Au vu de ces indicateurs, il serait suicidaire de soutenir le pacte européen sur les migrations.

L'Estonie n'est généralement pas une destination attrayante pour les

migrants, qui préfèrent les pays où les prestations sociales sont plus avantageuses et où les communautés sont plus grandes. Nos migrants sont pour la plupart des vestiges de l'occupation soviétique et aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, plus de 130 000 réfugiés ukrainiens sont entrés dans le pays. Bien entendu, les migrants ukrainiens sont de véritables réfugiés de guerre, principalement des femmes et des enfants, qui entrent dans les pays voisins et ne posent pas autant de problèmes que certains migrants illégaux venant de pays plus lointains.

Quelles sont vos perspectives pour 2024 ?

Au sein du Parti Conservateur, nous défendons un contrôle strict des frontières, un projet dans lequel l'immigration illégale n'est pas tolérée. L'année prochaine, il y aura des élections pour le Parlement européen où nous espérons accroître notre présence avec nos partenaires en France, le Rassemblement National.

Les Estoniens sont en colère et, à cause des nouvelles taxes et de l'augmentation de 10 % de la taxe sur les ventes et de l'impôt sur le revenu, leur niveau de vie va diminuer. Les Français sont courageux et continuent de protester contre les injustices. J'espère que nous apprendrons et que nous transformerons cet élan pour bâtir un avenir meilleur pour l'Estonie et l'Europe. ■



LE LOCALISME ET LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE, CONDITIONS DE LA SURVIE DE NOS INDUSTRIES ET PRODUCTIONS AGRICOLES



Éric

MINARDI

Député européen
Membre de la commission
du développement régional

La France était très industrialisée à la fin de la guerre et pendant les Trente Glorieuses. Le général De Gaulle y a fortement contribué notamment dans les domaines de l'aéronautique (le Concorde et les avions de combat), du transport maritime (le France) et ferroviaire (prototypes du TGV), des énergies (le nucléaire) et des télécommunications par satellite (centre de Pleumeur-Bodou).

L'agriculture française au péril de Bruxelles

La mondialisation a jusqu'à preuve du contraire surtout abouti à la délocalisation des industries françaises dans des pays européens et non européens (Chine, Inde, Maghreb...).

Or, fabriquer et acheter français permet à la France de s'enrichir, d'investir dans la recherche et le développement afin d'élaborer des solutions bénéficiant principalement aux Français et non à des pays ne respectant pas nos normes environnementales, sanitaires, sociales ou économiques.

À cet égard le premier secteur concerné est l'agriculture. Notre agriculture est devenue industrielle et les petits agriculteurs achèvent de mourir de la politique libre-échangiste mondialisée menée par l'Union européenne: rappelons que le nombre d'exploitations agricoles était d'1 588 000 en France dans les années 1970, et qu'il est passé à 389 000 en 2020! La multiplication des accords de libre-échange concoctés par l'UE fait subir à notre économie une concurrence déloyale, affectant notre agriculture. Et ceci est « valable » aussi bien sûr pour notre industrie.

Dans un monde plus que jamais soumis à la concurrence déloyale et aux pénuries en tous genres, la France, riche en produits agricoles, alimentaires et industriels, doit pouvoir bénéficier de ses ressources

pour atteindre une souveraineté et une indépendance économique plus que jamais nécessaires.

Du libre-échange au « juste-échange », du mondialisme au localisme

Pour ce faire nous devons avant toute chose rétablir des protections douanières (via des taxes, quotas et contingents) et dire « stop » au sans-frontiérisme commercial, à la fabrication des produits en Asie, à leur vente en Europe et au traitement des déchets en Afrique. Il est impératif d'instaurer le juste-échange en lieu et place du libre-échange, lequel évoque de plus en plus la métaphore fameuse du « renard libre dans le poulailler libre ».

Et puis il faut mettre en avant la production et la consommation nationales afin de favoriser les agriculteurs, producteurs et industriels français, cela s'appelle le patriotisme économique.

Ensuite, privilégions les circuits courts pour encourager la production et la consommation locales. C'est là tout l'enjeu du localisme: faire renaître les commerces de centre-ville, l'artisanat, les entreprises familiales et les PME. En un mot comme en cent il faut acheter et consommer local afin de relancer le pouvoir d'achat et recréer de l'emploi, ce dans tous les terroirs et territoires de l'Hexagone.

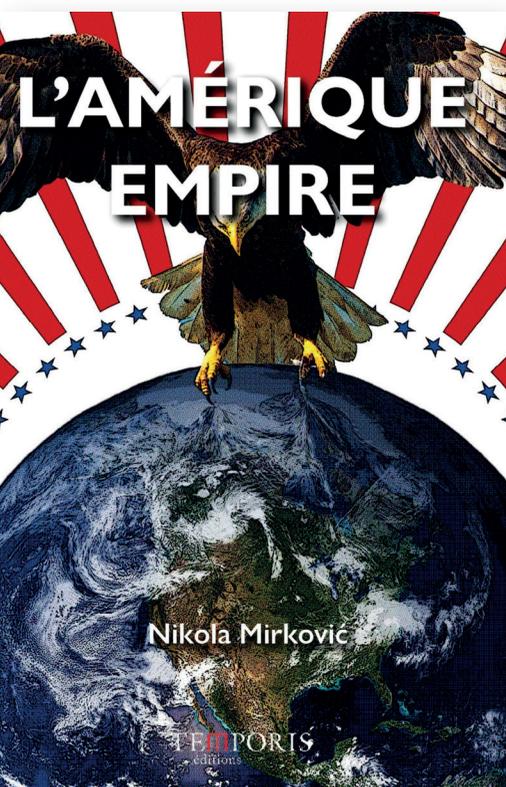
NIKOLA MIRKOVIC

L'AMÉRIQUE EMPIRE : N°1 DES VENTES D'OUVRAGES GÉOPOLITIQUES



Comment caractérisez-vous un empire ?

Un empire est un ensemble d'États ou de nations dépendant d'une seule et même autorité. L'Empire est une construction politique supranationale qui peut déléguer certaines prérogatives à des entités locales mais qui garde la responsabilité de l'orientation politique et souvent même culturelle de l'ensemble.



En quoi les USA sont-ils un empire ?

Les USA sont un empire qui ne dit pas son nom et qui en a pourtant tous les attributs. Peu de personnes savent que le premier président des États-Unis, George Washington, en parlant de son pays évoquait un « jeune empire »

(infant empire). À travers des organisations mises en place après la Seconde Guerre mondiale comme le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'OMC... où les USA disposent de positions préférentielles, ils peuvent activer des leviers qui ont un impact majeur sur les politiques de nombreux pays à travers le monde. N'oublions pas non plus que les USA ont tissé un fantastique réseau de quasiment 700 bases militaires à travers le globe dont le but est de contrôler les axes de communication et de commerce de l'Imperium.

N'ont-ils pas été une Nation avec Trump ?

Trump a tenté de ramener les USA à leur statut de nation. Tous les Américains ne sont pas des impérialistes, loin de là. Mais on a vu à quel point l'État profond américain et les médias dominants ont empêché leur propre président de mettre en place la politique pour laquelle il avait été élu. Du mur avec le Mexique au *Russia Gate* (qui aboutit à un non-lieu pour Trump au bout de trois ans), le camp impérialiste n'a cessé de lui mettre des bâtons dans les roues. Ce camp ne veut plus des États Nations mais œuvre pour un projet impérial qui est en réalité le cache-sexe du mondialisme. À Trump il a manqué une véritable contre-élite pour remplacer les caciques du modèle impérial bien installés au pouvoir depuis des générations.

Comment voyez-vous les relations de l'Empire américain avec l'Europe ?

Un des néo-conservateurs américains les plus influents des années 1990, Zbigniew Brzezinski, écrivait déjà : « L'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique. (...) Pour le dire sans détour l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain. » Aujourd'hui

la *Pax Americana* n'a pas empêché la guerre de revenir en Europe pour la deuxième fois depuis 1945. Washington veut accélérer sa domination du continent pour éviter l'émergence de nations concurrentes. La gestion de la crise ukrainienne a mis sous le feu des projecteurs la soumission de l'UE aux USA. Il est intéressant de noter que d'ardents défenseurs de l'UE comme Macron, Le Maire ou Breton ont récemment critiqué le jeu américain. Hélas il y a peu de chance qu'ils aient le courage de transformer leurs paroles en actes.

Quel est selon vous l'avenir de l'Empire US ?

L'Empire US va mal. Contrairement aux générations précédentes les Américains sont radicalement divisés entre eux-mêmes. La *cancel culture*, le wokisme et l'abandon des intérêts des classes moyennes et populaires sont à l'origine de ce déchirement. Sur la scène internationale nous avons vu l'échec flagrant des USA et des atlantistes dans leurs guerres et campagnes d'ingérence en Afghanistan, en Irak, en ex-Yougoslavie ou en Libye. Partout la politique états-unienne a laissé le chaos, des milliers de morts et elle a très largement contribué à radicaliser l'islam. Aujourd'hui de nombreux pays ne veulent plus de l'hégémonie des USA et disposent de moyens économiques, politiques et même militaires pour résister. La Russie, la Chine, l'Inde et même des alliés historiques des USA comme l'Arabie saoudite ou le Brésil s'émancipent de la domination américaine.

La France a un rôle historique à jouer en Europe. Elle doit se libérer du joug supranational de Washington et de Bruxelles et reprendre sa place de grande nation mondiale. Il est urgent que la France se réveille et que nous profitons de l'affaiblissement actuel américain pour prendre le large. ■

Lu pour vous

BEIGBEDER, HÉTÉRO NON-DÉCONSTRUIT

par Colombe Varaut

« Moi aussi je suis une victime ». Beigbeder à son tour s'essaye à la plainte, ce n'est pas ce qui lui réussit le mieux. Heureusement ce trublion retrouve vite son irrévérence. Frédéric Beigbeder, germanopratin exilé au Pays basque, noceur repent, écrivain, éditeur, et réalisateur signe avec ces *Confessions* son vingtième livre.

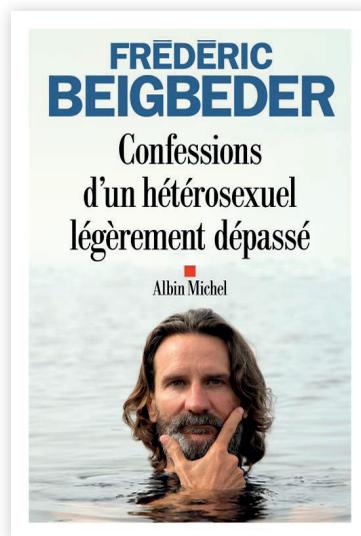
À l'aube de la soixantaine l'auteur reconnaît avoir du mal à s'adapter « Je suis pris entre deux mondes : le monde d'avant ne me convenait pas, celui d'après ne me comprend pas. » Il sait ce qui lui est reproché : des féministes ont pris le soin de le lui indiquer en taguant les murs de sa maison « ici vit un violeur et un salaud ».

**Ô FRÈRES HUMAINS,
RÉSISTONS DEVANT
L'ADVERSITÉ DE
LA GUIMAUVE**

C'est sa liberté qui dérange dans une société empreinte de puritanisme anglo-saxon. Les médias se sont érigés en tribunal révolutionnaire, les têtes qui dépassent doivent rouler sous la vindicte populaire.

L'auteur de *99 francs* s'interroge sur le rôle de la littérature : « Doit-elle montrer le mal ou prôner le bien ? » La littérature sous l'URSS n'a pas laissé d'impérissables souvenirs, mais suffit-il de parler de charogne pour faire du Bau-delaire ? Beigbeder prône un en même temps - très peu - Macro-nien, la littérature ne doit pas être morale mais être capable de tout dépeindre.

Nous comprenons que deux camps se font face : les puritains



avidés de *feel-good* bien-pensant et ceux qui aiment l'Homme façonné de grandeur, de sensualité, et de décadence.

Homme de paradoxe, anarchiste en quête d'ordre, le voilà qui passe des mannequins en minijupes aux moines en robe de bure ; puis des bords de mer à Cannes aux marsouins du 21^e Régiment d'Infanterie de Marine. Pétri de contradictions, il cherche dans ces deux institutions

séculaires et ordonnées un ersatz à la cocaïne, il trouvera à l'abbaye de Lagrasse « la liberté entre 4 murs » et chez les marsouins « un chaos structuré ». « Or c'est aussi une définition possible du bonheur ».

**MON LIBERTARISME
HÉDONISTE EST
EN PERMANENCE
CONTREDIT PAR MA
NOSTALGIE D'UN ORDRE
QUE JE N'AI JAMAIS CONNU**

Mais que le lecteur se rassure, ce trublion n'ira pas s'enfermer pour méditer sur la décadence du monde, et ne sera pas projeté en zone de conflit.

Non, son plus grand combat est la sensualité. « Pour tout homme hétérosexuel une femme est bien plus qu'une femme : c'est une utopie », et comme « Un homme marié est toujours un aventurier nostalgique de son foyer » c'est au Pays basque que Frédéric Beigbeder a choisi de construire son chaos structuré entre femme, enfants, et littérature. ■

“ Je pensais que le wokisme
était un fantasme de CNews
et de Valeurs Actuelles... ”

Frédéric Beigbeder, CNews

UNION EUROPÉENNE : UN EMPIRE CONTRE LES NATIONS

Les actes du colloque



Empires et Nations :
une grille de lecture
historique et politique

LES INTERVENANTS
THÉMATIQUES
« L'UE :
un projet impérialiste »

Par Philippe OLIVIER
Député européen
Conseiller spécial
de Marine Le Pen



« **N**éanmoins, le monde peut se résumer dans l'alternance entre les Empires et les Nations. Avant d'être d'une violence extrême, l'Empire provoque des crises humaines, une organisation des sociétés par une autorité supérieure et centralisée, une hiérarchie, une organisation hiérarchisée, une pyramide de pouvoir et de domination. Plus tard, c'est l'Empire de Néoplaton qui, au principe d'ordre hiérarchique, se base à la création de l'Europe. Le grand du fondateur de l'Empire français, un empereur d'un État, ne peut cependant éviter les troubles de l'Europe contemporaine. Enfin, le siècle dernier a vu le triomphe d'empires séculiers, conjugués et soutenus avec le fort attachement à l'Union européenne. Le combat entre les Nations et les Empires est une grille de lecture historique et politique qui permet de décrypter les enjeux politiques des États, mieux comprendre les récurrences qui engagent leurs dirigeants et ainsi, faire une analyse prospective de leur avenir de citoyens. Si l'on excepte la parodie de l'Empire napoléonien, la France a toujours adhéré à une vision nationale, renouant même avec Louis XIV à la fin des couronnes française et espagnole. La France s'inscrit dans une vision nationale. Dès Philippe IV le Bel (1268-1314), les Français, fidèles, proclament que « le roi de France était empereur », en son royaume « le Roi français in

Tout peut nous laisser penser que nous sommes en présence de l'émergence plus ou moins avouée d'un Empire avec son corollaire, l'impérialisme. Le colloque du 9 décembre 2022 qui a pris pour intitulé « *L'Union européenne : un Empire contre les Nations* » s'est fixé comme objectif d'engager cette exploration qui nous apparaît fondamentale en s'appuyant sur l'expertise politique et historique d'intervenants de très haute qualité. Les auditeurs de cette rencontre et les lecteurs de ces « *actes du colloque* » y trouveront matière à une réflexion éclairée sur la qualification du phénomène auquel nous assistons. Ils y décèleront les intentions politiques ultimes que les auteurs et promoteurs de l'actuelle construction européenne se sont assignées.



TÉLÉCHARGEZ LES
ACTES AU FORMAT PDF
OU COMMANDEZ
LA VERSION PAPIER



ESTONIE KARULA

Le parc national de Karula est situé dans le sud de l'Estonie. Il y a 60 lacs sur les hautes terres de Karula dont 40 dans le parc national. La biodiversité de ce parc est toute particulière avec une flore riche, comme l'orchidée baltique, et une faune typique, comme l'aigle pomarin et la cigogne noire.



L'EUROPE UNE CIVILISATION

